

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 5 mai 2025

Nos réf. : SAU/EC/MI n° 25 - 253

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MOULINS SOUFFLET**

2 rue du moulin  
10500 DIENVILLE

Code AIOT : 0005701977

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 avril 2025 dans l'établissement MOULINS SOUFFLET implanté 2 rue du moulin - 10500 DIENVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a eu lieu suite à l'incendie survenu le dimanche 20 avril 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MOULINS SOUFFLET
- 2 rue du moulin - 10500 DIENVILLE
- Code AIOT : 0005701977
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Appartenant au groupe SOUFFLET, le site MOULINS SOUFFLET de DIENVILLE comporte des activités de moulin, de stockage de céréales et de stockage de carburants. Cette dernière activité est en cours de cessation, suite à plusieurs pollutions de la rivière Aube.

Cet établissement est une ICPE relevant du régime de l'autorisation et dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2012243-0004 du 30 août 2012, pris lors de la réalisation du projet de modernisation des installations.

Le site emploie près de 40 personnes et a une activité meunière 7 jours sur 7 en 3/8. L'activité de meunerie est autorisée pour une production de 550 tonnes de produits finis au maximum par jour. Ces produits finis sont des farines ou des mixes. L'appellation « mixes » désigne le mélange homogène de divers ingrédients, directement prêts à l'emploi, permettant la fabrication simplifiée de produits de boulangerie. Les mixes contiennent de manière générale :

- une base farine, choisie en fonction des attentes technologiques ou sensorielles,
- des ingrédients ou additifs qui apportent des caractéristiques sensorielles,
- des ingrédients ou additifs qui apportent des caractéristiques technologiques.

À noter les sols du site présentent une contamination historique en HCT (hydrocarbures totaux), HAP (hydrocarbures aromatiques), BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes), en lien avec l'activité de distribution de carburants du site par le passé.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Information de l'inspection des installations classées	Code de l'environnement du 04/09/2020, article R. 512-69 alinéas 1 et 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 7.4.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Cartographie agrégée par type d'effet	Code de l'environnement du 01/07/2023, article D. 181-15-2 point III alinéa 4	Demande de justificatif à l'exploitant	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 22/04/2022, article 11	Sans objet
4	Accessibilité au site et circulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Sans objet
5	Barrières de prévention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A alinéa 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incendie est survenu sur le site le dimanche 20 avril 2025 à 14h50. Il a touché l'atelier de maintenance, le fournil et, en partie, le laboratoire-qualité.

Le process n'a pas été touché. Les secours n'ont pas rencontré de difficultés opérationnelles. Les eaux d'extinction ont été recueillies. Le laboratoire qualité et l'atelier de maintenance ont été partiellement déplacés dans le bâtiment administratif et dans le hangar attenant.

Des justificatifs sont attendus : rapport d'accident, bordereaux de suivi et de traitement des eaux d'extinction, cartographie agrégée par type d'effet. L'exploitant transmettra également à l'inspection des installations classées une copie de l'étude de dangers de 2011 sous forme informatisée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Information de l'inspection des installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-69 alinéas 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'incendie par texto le 21 avril 2025 à 9h33, soit le lendemain matin.  L'exploitant s'est engagé à transmettre le rapport d'accident sous 15 jours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Une information dans un délai plus court est attendue lors d'un tel accident.  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport d'accident sous 15 jours, conformément à ses engagements.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : Ressources en eau et en mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2022, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;</li> <li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>• d'appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, bouche d'incendie) permettant de fournir un débit minimal de 120 mètres cubes par heure et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'exploitant est en mesure de justifier au Préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.</li> </ul> <p>Tout point d'eau naturel est signalé, doté une plateforme de mise en aspiration et respecte les fiches techniques du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) en vigueur.</p> <p>À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter.</p> <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple, au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont protégés contre le gel et sont munis de raccords normalisés. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont accessibles en toute circonstance.</p>

Le réseau d'eau incendie est conforme aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, conformément aux référentiels en vigueur.

Les éléments d'information nécessaires à l'évacuation du personnel et à l'intervention des services de secours sont affichés en des endroits fréquentés par le personnel. De plus, ils sont matérialisés de manière apparente.

**Constats :**

Lors de la visite du 13 mars 2024, l'inspection des installations classées avait constaté que la réserve souple de 120 m<sup>3</sup> avait été implantée à droite de la seconde entrée du site. Des travaux étaient attendus quant au point d'aspiration dans la Seine : marquage au sol à réaliser ; butée de 30 cm à réaliser ; tenons verticaux de la canne d'aspiration à redresser. Par courriel du 26 avril 2024, l'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées la photographie attestant de la réalisation des travaux.

Lors du sinistre, les sapeurs-pompiers n'ont pas rencontré de difficultés d'accès à la ressource en eau. La ressource en eau utilisée est le poteau incendie, référencé #5493, implanté dans la rue des plantes.

Lors de l'inspection, il a été constaté que la réserve souple était également opérationnelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Rétention des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 7.4.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement, d'un volume minimal à définir dans une étude spécifique localisé sur le site, ou un autre dispositif équivalent.  L'exploitant procède aux analyses de ces eaux. En cas de présence de polluant(s), il procède à leur enlèvement et à leur élimination via une filière de traitement appropriée et dûment autorisée conformément à la réglementation en vigueur.  Les eaux susceptibles d'être polluées ne devront jamais être diluées avec d'autres effluents. Les rejets respectent les valeurs limites définies au présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Les eaux d'extinction ont été recueillies par les canalisations et à l'intérieur du bâtiment. Le pompage de ces effluents a été réalisé par un prestataire le soir même et le lendemain. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que 2 expéditions avaient déjà eu lieu. Le reste a été confiné dans le bassin de rétention dans l'attente du passage de l'assureur dans les jours à venir. Des analyses sont en cours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une photographie du bassin nettoyé et les bordereaux de suivi attestant de l'évacuation et du traitement des eaux d'extinction.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 4 : Accessibilité au site et circulation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de 2 accès, mais aucune zone n'est définie pour le stationnement des camions.</p> <p>Lors de l'incendie, le poids lourd d'un prestataire était garé sur site, devant le bâtiment sinistré. Il n'a pas gêné l'organisation des secours, mais il induit une surveillance accrue pour s'assurer de l'absence d'impact par les effets thermiques engendrés.</p> <p>L'exploitant a confirmé que le stationnement des camions sur site était interdit en dehors des heures ouvrées. Un rappel à l'ordre a été transmis aux prestataires en ce sens.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Barrières de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.
<b>Constats :</b>  Les études de dangers de 2007 et 2011 listent les barrières de prévention mises en place pour rendre les scénarii d'accident acceptables. Elles agissent sur la probabilité de l'évènement. Parmi ces barrières, l'inspection des installations classées note la présence d'opérateurs 24h/24 permettant de détecter tout départ d'incendie : MMR p.43/82 et Arbres des causes « Incendie moulin » de l'étude de dangers de 2011.  L'exploitant confirme que le site fonctionne habituellement 24h/24 et 7j/7. Cependant, le site était exceptionnellement fermé lors du week-end pascal, pour faire face à un manque de personnel disponible. Il le sera à nouveau lors du 1 <sup>er</sup> mai 2025. Cependant un vigile assurera la surveillance du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Cartographie agrégée par type d'effet**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article D. 181-15-2 point III alinéa 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'étude comporte, notamment une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs.
<b>Constats :</b>  La cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs est absente des études de dangers de 2007 et de 2011.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs, a minima 1 pour les effets thermiques et 1 pour les effets de surpression.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant